



Conseil de sécurité

Débat ouvert sur

Les conflits en Europe Conflicts in Europe

New York, le 21 février 2017

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Nous remercions l'Ukraine pour l'organisation de cette réunion. Les conflits actuels ou prolongés en Europe empêchent la création d'un espace commun de sécurité, de stabilité et de prospérité sur l'ensemble du continent. Au vu de cette situation, nous apprécions la coopération fructueuse établie dans différents contextes entre les Nations Unies et l'OSCE afin de traiter les conflits non résolus et leurs conséquences.

Monsieur le Président,

L'annexion illégale de la Crimée par la Fédération de Russie et le conflit dans l'est de l'Ukraine ont provoqué une crise majeure en Europe. Nous avons assisté ces dernières semaines à une recrudescence de violations du cessez-le-feu. Le conflit dans l'est du pays fait toujours rage et a déjà provoqué la mort de près de 10'000 personnes, dont de nombreux civils. La Suisse est préoccupée par le manque de respect, jusqu'à présent, des parties concernées envers leurs obligations du droit international humanitaire. La conduite des hostilités a provoqué une augmentation des décès parmi les civils et la destruction d'objets nécessaires à leur survie. La situation humanitaire et le respect des droits de l'homme dans la zone de conflit sont précaires. Pour la Suisse, une volonté politique accrue est indispensable pour mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre du Groupe de contact trilatéral de l'OSCE et du Format Normandie, y inclus ceux convenus à Munich le 18 février dernier.

La Suisse appelle toutes les parties à respecter le droit international humanitaire et à accorder un accès humanitaire. Toutes les parties doivent respecter le cessez-le-feu et les autres engagements pris dans le cadre des accords de Minsk.

Pour ce qui est de la Géorgie, l'ONU, l'UE et l'OSCE continuent à co-faciliter les discussions internationales de Genève, qui constituent un bon exemple de coopération efficace entre les trois organisations. Les discussions ont en effet récemment permis de relancer le mécanisme de prévention et de règlement des incidents de Gali après quatre ans d'interruption.

Le Haut-Karabakh a été le théâtre d'un regain de violences en avril dernier. Grâce à une diplomatie de crise, l'usage de la force à grande échelle a pu être stoppé. Pourtant, des violations du cessez-le-feu sont encore trop fréquentes. Les Co-Présidents du Groupe de Minsk continuent de mettre tout en œuvre pour prévenir une nouvelle détérioration de la situation. La Suisse reste convaincue que des négociations structurées et plus intenses en vue d'un règlement global pourraient déboucher sur une solution pacifique.

Dans le cas du processus de règlement du conflit transnistrien, la présidence allemande de l'OSCE a réussi à relancer en juin dernier les négociations officielles « 5 + 2 » après une pause de deux ans. Les parties ont confirmé leur volonté de se rencontrer régulièrement. Nous saluons cet engagement.

Monsieur le Président,

Dans les Balkans occidentaux, plusieurs incidents récents ont affecté les relations entre Belgrade et Pristina, comme l'envoi d'un train de Belgrade vers le Nord du Kosovo. Ces tensions sont préoccupantes. La Suisse se réjouit de l'engagement des autorités de Belgrade et de Pristina afin de poursuivre les séries de pourparlers à Bruxelles, dans le cadre du Dialogue de haut niveau en vue de la normalisation des relations, facilité par l'Union européenne.

Pour la Suisse, l'intensification du dialogue entre les parties concernant Chypre est encourageante. Nous remercions les Nations Unies pour leur engagement visant à contribuer à une résolution de cette question. La Suisse a accueilli à ce jour plusieurs cycles de négociations au Mont Pèlerin et à Genève. Nous sommes disposés à poursuivre nos efforts pour soutenir ce processus.

Monsieur le Président,

En conclusion, permettez-moi de souligner quatre éléments que l'ONU peut offrir concernant les conflits en Europe:

Premièrement, la notion de « pérennisation de la paix » offre une nouvelle approche complète pour le traitement des conflits, également applicable à l'Europe. Alors que la notion traditionnelle de consolidation de la paix est avant tout liée aux situations post-conflit, la paix durable porte sur l'intégralité du cycle des conflits.

Deuxièmement, l'ONU est la mieux placée pour offrir des expériences globales en matière de pérennisation de la paix qui pourrait être bénéfique à l'Europe. Le Secrétaire général de l'ONU a publié en 2015 un rapport pour promouvoir le partenariat entre l'ONU et les organisations régionales dans le domaine du développement des capacités de médiation. En Europe, l'OSCE a mis sur pied sa propre unité de soutien à la médiation avec un soutien important de la Suisse.

Troisièmement, l'ONU possède une vaste expérience en matière d'aide aux personnes touchées par les conflits armés, y compris le HCR qui continue de jouer un rôle clef. Nous devons tout entreprendre pour réduire les souffrances des personnes affectées par les conflits.

Quatrièmement, l'ONU coopère depuis de nombreuses années avec des acteurs régionaux, notamment avec l'OSCE et l'UE. Son expérience serait utile dans les domaines de l'alerte précoce et du déploiement de missions politiques spéciales. Pour la Suisse, la diplomatie préventive doit être renforcée et les organisations telles que l'OSCE doivent bénéficier de l'expérience de l'ONU.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Mr. President,

We thank Ukraine for organizing this meeting. The ongoing or protracted conflicts in Europe prevent the creation of a common space of security, stability and prosperity on the continent. Against that backdrop, we highly value the fruitful cooperation in different settings between the United Nations and the OSCE to address the unresolved conflicts and their consequences.

Mr. President,

The illegal annexation of Crimea by the Russian Federation and the conflict in eastern Ukraine has pushed Europe into a major crisis. Recent weeks have seen intensive peaks in ceasefire violations. The conflict in eastern Ukraine is still raging and has left nearly 10'000 people dead, many of them civilians. Switzerland notes with concern a lack of respect which the parties showed so far for their obligations under international humanitarian law. The way hostilities are conducted lead to a rising death toll among civilians and the destruction of objects necessary for the survival of the civilian population. The humanitarian and human rights situation in the conflict area is precarious. In our view, more political will is indispensable to implement the agreements reached in the OSCE Trilateral Contact Group and in the Normandy format, including the understanding reached on 18 February in Munich.

Switzerland calls all sides to respect international humanitarian law and to allow humanitarian access. All sides must adhere to the ceasefire and the other commitments made in the Minsk Agreements.

Regarding the Georgian context, the UN, EU and OSCE continue to co-facilitate the Geneva International Discussions. This is a good example of effective cooperation among these three organizations. One of the most recent achievements in this framework was the resumption of the Gali Incident Prevention and Response Mechanism in March 2016 after four years.

In Nagorno-Karabakh, we witnessed a massive escalation of violence in April last year. Thanks to crisis diplomacy, the use of force could be stopped. Nonetheless, ceasefire violations are still occurring frequently. The Co-Chairs of the Minsk Group continue to work hard to prevent another escalation. Switzerland remains convinced that structured and intensified negotiations on a comprehensive settlement could lead the way towards a peaceful solution.

In the Transdniestrian settlement process, the German OSCE Chairmanship managed to revive the official 5+2 talks after a two-year-pause last June. We welcome that all sides confirmed their commitment to continue regular meetings.

Mr. President,

In the Western Balkans, recent incidents such as the dispatch of a train from Belgrade to Northern Kosovo have affected the relations between Belgrade and Pristina. These tensions are a matter of concern. Switzerland welcomes the commitment of the leadership in Belgrade and Pristina to continue their rounds of talks in Brussels in the framework of the High Level Dialogue for normalization of relations facilitated by the European Union.

Switzerland is encouraged by the intensification of the dialogue between the parties in Cyprus and thanks the UN for its commitment to contribute to a settlement of this question. Switzerland has hosted several rounds of talks so far in Mont Pèlerin and in Geneva. We are willing to continue providing support to the process.

Mr. President,

As a conclusion, let me highlight four elements that the UN can offer regarding the conflicts in Europe:

First, the concept of “sustaining peace” offers a new holistic concept for dealing with conflicts which is also relevant for Europe. Whereas the traditional concept of peacebuilding was primarily related to post-conflict contexts, sustaining peace encompasses the entire conflict cycle.

Second, the UN is best placed to offer global experiences of activities related to sustaining peace which could be beneficial to Europe. In 2015, the UN Secretary-General issued a report to promote partnership between the UN and regional organizations in building mediation capacity. In the European context, the OSCE set up its own mediation support unit, with significant support from Switzerland.

Third, the UN disposes of long lasting experiences in assisting and protecting people affected by armed conflicts in Europe, including the UNHCR which continues to play a key role. We need to address the grievances of those affected by the conflicts.

Fourth, the UN has a great experience in cooperation with regional actors, namely the OSCE and EU. This experience could be useful in the fields of early action and the deployment of special political missions. For Switzerland, preventive diplomacy needs to be strengthened, and organizations such as the OSCE must benefit from the UN's experience.

Thank you, Mr. President.